

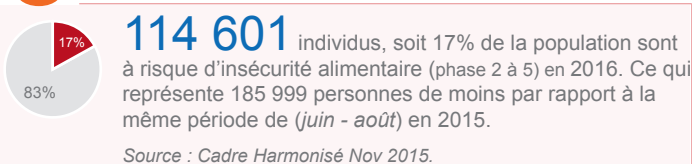
Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

## CONTEXTE

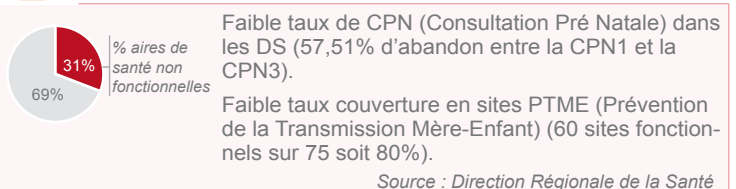
La période a été marquée par des conflits intercommunautaires à Ménaka avec des affrontements entre les communautés Peulh et Daoussak entraînant le déplacement de 2 756 personnes dans la commune de Ménaka. L'arrêt des affrontements entre les groupes armés s'est traduit par l'identification des sites de cantonnement et l'amorce du processus de désarmement démobilisation et réintégration. Par ailleurs, 36 migrants Syriens ont transité par la ville de Gao à destination de l'Algérie via Kidal.

## APERÇU DE LA SITUATION HUMANITAIRE

### INSECURITE ALIMENTAIRE

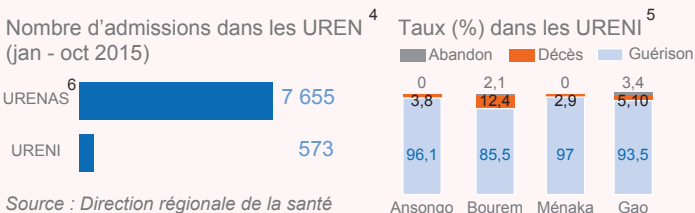


### SANTE



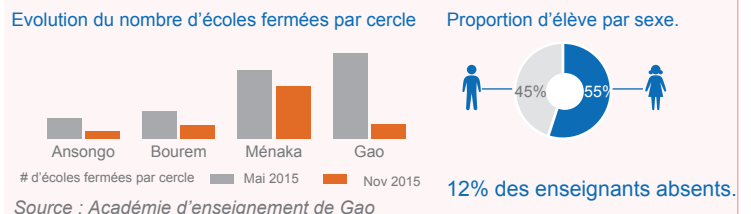
### MALNUTRITION

Plus de **26 400**, soit **11,5%** des enfants de moins de 5 ans souffrent d'une malnutrition aigüe (SMART 2015).



### EDUCATION

**73** écoles (1er et 2ème cycle publique, privée et medersa) non fonctionnelles sur un total de 633 ; soit **12%**.



### DEPLACEMENT DE PERSONNES



### EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT







## MESSAGES CLÉS

- 1 Renforcer la sécurité, sur les axes Gao – Gossi, Gao - Intillit, Gao-Ansongo-Ménaka et Gao-Bourem-Anefis pour protéger les civiles et permettre un meilleur accès aux populations vulnérables, et, inversement, permettre l'accès des populations aux services sociaux de base.
- 2 Promouvoir le retour des enfants à l'école, assurer le retour des enseignants qualifiés, poursuivre la distribution des kits scolaires, l'élargir les cantines scolaires et la campagne d'enregistrement à l'état civil.
- 3 Après le retour du préfet et sous préfet dans le cercle de Ménaka, il est nécessaire de poursuivre le déploiement des autorités locales et personnels de l'administration particulièrement ceux en charge des services sociaux de base (eau, éducation, santé).

L'atténuation des conflits inter communautaires et le renforcement de la sécurité sur les axes Gao – Gossi, Gao-intillit, Gao-Ansongo-Ménaka et Gao-Bourem-Anefis pourrait garantir un meilleur accès.

## PRINCIPAUX BESOINS A COUVRIR

-  Les 9 % des centres de santé communautaire non opérationnels constituent un gap réel à couvrir. Ceci pourrait aussi aider à combattre le taux élevé de la malnutrition (MAG 11,5%) dans la région. Nécessité de réduction des cas décès dans les URENI, particulièrement le district sanitaire de Bourem (12,4%).
-  11,37% des écoles de la région sont fermées et 11,57% des enseignants sont absents. Nécessité de la poursuite du plaidoyer pour le retour total de l'école dans la région.
-  Appuyer les personnes déplacées en termes de prise en charge sur les risques de violences basées sur le genre, tout en intensifiant les activités de cohésion sociale et sensibilisation sur les restes et explosifs de guerre.
-  L'inaccessibilité des 38% de la population à un point d'eau potable principalement en milieu rural dont 7% des personnes sont durement touchées constituent une réelle problématique humanitaire dont le gap reste à couvrir.

## REPONSES FOURNIES

- Prise en charge de plus de 33 000 cas de malnutrition entre janvier et octobre 2015 à travers des actions concertées entre les acteurs intervenant dans le secteur de la nutrition et de la santé. Formation des acteurs et élaboration d'un plan trimestriel d'approvisionnement en intrants nutritionnels.
- Amélioration du niveau de fréquentation des élèves de 94 125 à 100 912 élèves suite à la campagne retour à l'école (*Back to school*).
- Identification de plus de 18 000 rapatriés suite à la création de huit points d'enregistrement.

## CAMPAGNE RETOUR A L'ECOLE




Le nombre d'écoles fermées est passé de 170 en mai 2015 à la fermeture des classes à 73 écoles à l'ouverture des classes en octobre 2015. Le taux d'absentéisme des enseignants est de 312 sur 2 695 soit 12%. L'insuffisance des infrastructures scolaires, le déplacement des populations, l'absence de points d'eau, de cantine scolaire à la non fonctionnalité de la plupart des écoles fermées.

## ACCES HUMANITAIRE

Des acteurs humanitaires ont été victimes de quatre incidents sécuritaires sur les axes Gao-Dorey-Intillit et Gao-Bourem qui se sont soldés par des véhicules brûlés ou volés, des menaces et agressions physiques. Ces incidents ont momentanément privé les populations vulnérables d'assistance d'urgence médicale et alimentaires. La sécurisation de ces axes et localités demeure une priorité, mais aussi la destruction des REG.

54 PARTENAIRES PRESENTS DANS LA REGION : AAG-Gao, ACADEMIE, ACAS, ACF – Espagne, ACTED, ADIZOSS, ADM, AEN, AMPRODE Sahel, AVSF, CAP, Caritas, Commissariat à la sécurité alimentaire/SAP, CRADE, CRF/CRM, CR-France, DCA Mine Action/UNMAS, DDG, DRC, DRH, DRS, ENDA Mali, FAABA, FAO, GARI, Gouvernorat, GREFFA, HI, Intrahealth, IRC, MAG, MDM Belgique, MSF, MZC, NRC, OCHA, OIM, OMS, ONUFEMME, OXFAM GB, PAM, PNUD, PUI, Save the Children, SEAD, Sini Sanuman, SOL INT, Stop Sahel, TASSAGHT, UNHCR, UNICEF, UNMAS, VIE BONNE, WorldEd.

## PRINCIPAUX DÉFIS HUMANITAIRES

-  Abandon de l'école par des enfants déplacés et de certains enseignants qualifiés. Panne d'infrastructures scolaires, de points d'eau particulièrement dans le cercle de Ménaka.
-  Dégradation de la situation sécuritaire particulièrement dans le cercle de Ménaka empêchant l'accès de certains humanitaires à des communautés vulnérables.
-  Mise en œuvre de solutions durables pour le retour des plus de 11 900 personnes déplacés et plus de 189 000 retournées et rapatriées et les communautés d'accueil.